

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017  
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.48.2011.TREATIES-18 (Notification dépositaire)

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, TELLE QUE  
MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA  
CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

NEW YORK, 8 AOÛT 1975

PROPOSITION D'AMENDEMENTS PAR L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE À L'ALINÉA C)  
DU PARAGRAPHE 1 ET E) DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 49<sup>1</sup> : ÉQUATEUR

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Référence est faite à la décision prise par le Conseil économique et social au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention susmentionnée, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de l'article 47, qui stipule que le Conseil économique et social demande aux parties si elles acceptent la proposition d'amendement et aussi les prie de soumettre au Conseil leurs commentaires sur la proposition. Le Secrétaire général a communiqué aux parties concernées le texte de la décision du Conseil par la notification dépositaire C.N.474.2009.TREATIES-3 en date du 30 juillet 2009.

Le 31 janvier 2011, le Secrétaire général a reçu une note verbale en date du 31 janvier 2011 de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a ensuite communiqué au Conseil, par voie d'une note du Secrétaire général, la note verbale reçue de la Mission permanente de l'Équateur.

Le 11 février 2011, le Secrétaire général a reçu du Conseil économique et social le document  
..... du Conseil ci-joint E/2011/64 en date du 1<sup>er</sup> février 2011, pour diffusion à tous les États parties.

Le 28 février 2011



<sup>1</sup> Voir notification dépositaire C.N.194.2009.TREATIES-2 du 6 avril 2009 (Proposition d'amendements par la Bolivie à l'article 49, paragraphes 1 c) et 2 e)).

Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.



## 2011 年组织会议

2011 年 1 月 18 日、2 月 15 日至 18 日  
及 4 月 27 日和 28 日

议程项目 3

理事会基本工作方案

**经《修正 1961 年麻醉品单一公约的议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》(1975 年 8 月 8 日, 纽约)****多民族玻利维亚国对第四十九条第一(c)款和第二(e)款提出的修正****秘书长的说明**

经济及社会理事会在 2009 年 7 月 30 日第 2009/250 号决定中注意到秘书长关于多民族玻利维亚国政府对经 1972 年《议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》<sup>1</sup> 第四十九条第一(c)款和第二(e)款提出的修正的说明(E/2009/78), 决定根据经修订的《公约》第四十七条第一款, 启动该条第一(b)款规定的程序, 该款规定要询问各缔约国是否接受所提出的修正案, 并请它们向经济及社会理事会提交它们对提案的意见。

秘书长在 2009 年 7 月 30 日保存通知<sup>2</sup> 中, 以保存人的名义向《公约》缔约国转递了理事会第 2009/250 号决定。

秘书长谨向理事会转递 2011 年 1 月 31 日厄瓜多尔常驻联合国代表团的普通照会(见附件)。

<sup>1</sup> 联合国,《条约汇编》,第 976 卷,第 14152 号。

<sup>2</sup> C. N. 474. 2009. TREATIES. 3。



附件

2011 年 1 月 31 日厄瓜多尔常驻联合国代表团给秘书长的普通照会

[原件：西班牙文]

厄瓜多尔常驻联合国代表团向联合国秘书长致意，谨提及多民族玻利维亚国对《1961 年麻醉品单一公约》第四十九条的修正案。

《联合国土著人民权利宣言》，特别是第 11、12 和 13 条，要求尊重和保护土著人民的权利；土著人民有权奉行和振兴其文化传统与习俗；土著人民有权展示、奉行、发展和传授其传统与习俗；各国应采取有效措施，确保这些权利得到保护。

因此，厄瓜多尔支持玻利维亚的修正案，以结束对咀嚼古柯叶的禁令，因为这一土著民族习俗既不影响也不违反对非法制造和贩运可卡因进行必要打击。有关禁令对保留这一悠久习俗的土著人民不公平，并带有歧视性。

---



## Economic and Social Council

Distr.: General  
1 February 2011

Original: English

---

### Organizational session for 2011

18 January, 15-18 February and 27 and 28 April 2011

Agenda item 3

### Basic programme of work of the Council

## Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, as amended by the Protocol amending the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961 (New York, 8 August 1975)

### Proposal of amendments by the Plurinational State of Bolivia to article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e)

### Note by the Secretary-General

In its decision 2009/250 of 30 July 2009, the Economic and Social Council, taking note of the note by the Secretary-General (E/2009/78) on the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e), of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 as amended by the 1972 Protocol,<sup>1</sup> decided, in accordance with article 47, paragraph 1, of the Convention as amended, to initiate the procedures established in paragraph 1 (b) of that article, which states that the parties shall be asked whether they accept the proposed amendment and also asked to submit to the Economic and Social Council any comments on the proposal.

The Secretary-General, acting in his capacity as depositary, communicated to the parties to the Convention the text of Council decision 2009/250 in a Depositary Notification<sup>2</sup> dated 30 July 2009.

The Secretary-General is hereby communicating to the Council a note verbale dated 31 January 2011 from the Permanent Mission of Ecuador to the United Nations (see annex).

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

<sup>2</sup> C.N.474.2009.TREATIES-3.



**Annex**

**Note verbale dated 31 January 2011 from the Permanent Mission of Ecuador to the United Nations addressed to the Secretary-General**

[Original: Spanish]

The Permanent Mission of Ecuador to the United Nations presents its compliments to the Secretary-General and has the honour to refer to the proposal by the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49 of the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961.

The United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, in particular articles 11, 12 and 13, requires that the rights of indigenous peoples shall be respected and protected, that indigenous peoples shall have the right to practise and revitalize their cultural traditions and customs and to manifest, practise, develop and teach their traditions and customs, and that States shall take effective measures to ensure that these rights are protected.

Consequently, Ecuador supports the amendment proposed by Bolivia to end the prohibition against coca leaf chewing, an indigenous cultural practice that does not affect and is not contrary to the necessary efforts to combat the illicit manufacture and trafficking of cocaine. The prohibition is unjustifiable and discriminates against indigenous peoples that maintain this ancestral practice.

---



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> février 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Session d'organisation de 2011

18 janvier, 15-18 février et 27 et 28 avril 2011

Point 3 de l'ordre du jour

### Programme de travail de base du Conseil

## **Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole en portant amendement (New York, 8 août 1975)**

### **Proposition de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49**

### **Note du Secrétaire général**

Dans sa décision 2009/250 du 30 juillet 2009, le Conseil économique et social, prenant note de la communication du Secrétaire général (E/2009/78) portant sur la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>1</sup>, a décidé, conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de ladite convention, d'entamer les procédures prévues à l'alinéa b) dudit paragraphe, qui dispose qu'il pourra décider de demander aux parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi de les prier de présenter éventuellement au Conseil leurs observations sur cette proposition.

Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué aux Parties à la Convention le texte de la décision 2009/250 du Conseil économique et social, dans une notification de dépôt<sup>2</sup> datée du 30 juillet 2009.

Le Secrétaire général communique par la présente au Conseil économique et social le texte d'une note verbale de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, datée du 31 janvier 2011 (voir annexe).

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>2</sup> CN.474.2009.TREATIES-3.



**Annexe**

**Note verbale datée du 31 janvier 2011, adressée  
au Conseil économique et social par la Mission  
permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : espagnol]

La Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la proposition faite par l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en particulier ses articles 11, 12 et 13, exige le respect et la protection des droits des peuples autochtones et dispose que les peuples autochtones ont le droit d'observer et de revivifier leurs traditions culturelles et leurs coutumes, de manifester, de pratiquer, de promouvoir et d'enseigner leurs traditions et leurs coutumes; et que les États prennent des mesures efficaces pour protéger ce droit.

À cet égard, l'Équateur appuie la proposition d'amendement présentée par l'État plurinational de Bolivie, tendant notamment à lever l'interdiction de la mastication de la feuille de coca, tradition culturelle autochtone qui n'affecte ni ne contrarie en rien la lutte contre la fabrication et le trafic de cocaïne. Cette interdiction est injustifiable et discriminatoire à l'égard des peuples autochtones qui ne font que perpétuer une coutume ancestrale.

---

**Организационная сессия 2011 года**

18 января, 15–18 февраля и 27 и 28 апреля 2011 года

Пункт 3 повестки дня

**Основная программа работы Совета****Единая конвенция о наркотических средствах  
1961 года с поправками, внесенными в нее  
в соответствии с Протоколом о поправках  
к Единой конвенции о наркотических средствах  
1961 года (Нью-Йорк, 8 августа 1975 года)****Предложение Многонационального Государства Боливия  
о внесении поправок в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49****Записка Генерального секретаря**

В своем решении 2009/250 от 30 июля 2009 года Экономический и Социальный Совет, приняв к сведению записку Генерального секретаря (E/2009/78) по поводу предложения Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1(с) и 2(е) статьи 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972 года<sup>1</sup>, постановил, в соответствии с пунктом 1 статьи 47 Конвенции с внесенными в нее поправками, начать процедуры, предусмотренные в пункте 1(б) этой статьи, в котором говорится, что следует опросить стороны, принимают ли они предложенную поправку, а также просить их представить Экономическому и Социальному Совету любые замечания по поводу этого предложения.

Генеральный секретарь, действуя в качестве депозитария, препроводил сторонам Конвенции текст решения 2009/250 Совета в депозитарном уведомлении<sup>2</sup> от 30 июля 2009 года.

Настоящим Генеральный секретарь препровождает Совету вербальную ноту Постоянного представительства Эквадора при Организации Объединенных Наций от 31 января 2011 года (см. приложение).

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

<sup>2</sup> C.N.474.2009.TREATIES-3.





## Приложение

### **Вербальная нота Постоянного представительства Эквадора при Организации Объединенных Наций от 31 января 2011 года на имя Генерального секретаря**

[Подлинный текст на испанском языке]

Постоянное представительство Эквадора при Организации Объединенных Наций свидетельствует свое высокое уважение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций и имеет честь сослаться на предложение правительства Многонационального Государства Боливия о внесении поправки к статье 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года.

В Декларации Организации Объединенных Наций о правах коренных народов, в частности в ее статьях 11, 12 и 13, содержится требование об уважении и защите прав коренных народов и отмечается, что коренные народы имеют право осуществлять на практике и восстанавливать свои традиции и обычаи в области культуры; демонстрировать, соблюдать, развивать и пропагандировать свои традиции и обычаи и что государства должны принять эффективные меры, с тем чтобы гарантировать защиту этих прав.

В этой связи Эквадор поддерживает предложение Боливии о внесении поправки, с тем чтобы положить конец запрету на жевание листа коки, что является культурной традицией коренных народов, которая не затрагивает и не идет вразрез с мерами по борьбе с производством кокаина и незаконной торговлей им. Указанный запрет является неоправданным и дискриминационным по отношению к коренным народам, которые соблюдают этот обычай своих предков.



## Consejo Económico y Social

Distr. general  
1 de febrero de 2011  
Español  
Original: inglés

---

### Período de sesiones de organización de 2011

18 de enero, 15 a 18 de febrero y 27 y 28 de abril de 2011

Tema 3 del programa

Programa básico de trabajo del Consejo

### **Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, enmendada por el Protocolo de Modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes (Nueva York, 8 de agosto de 1975)**

### **Propuesta de enmiendas al artículo 49, párrafos 1 c) y 2 e), presentada por el Estado Plurinacional de Bolivia**

### **Nota del Secretario General**

En su decisión 2009/250, de 30 de julio de 2009, el Consejo Económico y Social, tomando nota de la nota del Secretario General (E/2009/78) sobre la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia de enmendar el artículo 49, párrafos 1 c) y 2 e), de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, modificada por el Protocolo de 1972<sup>1</sup>, decidió, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 47, párrafo 1, de la Convención en su forma enmendada, iniciar los procedimientos establecidos en el párrafo 1 b) de dicho artículo, en que se dispone que se pregunte a las partes si aceptan la modificación propuesta y se les pida que presenten al Consejo comentarios acerca de la misma.

El Secretario General, actuando en su calidad de depositario, comunicó a las partes en la Convención el texto de la decisión 2009/250 del Consejo en una notificación del depositario<sup>2</sup> de fecha 30 de julio de 2009.

El Secretario General comunica por la presente al Consejo Económico y Social una nota verbal de fecha 31 de enero de 2011 enviada por la Misión Permanente del Ecuador ante las Naciones Unidas (véase el anexo).

---

<sup>1</sup> Naciones Unidas, *Treaty Series*, vol. 976, núm. 14152.

<sup>2</sup> C.N.474.2009.TREATIES-3.



**Anexo**

**Nota verbal de fecha 31 de enero de 2011 dirigida  
al Secretario General por la Misión Permanente del  
Ecuador ante las Naciones Unidas**

[Original: español]

La Misión Permanente del Ecuador ante las Naciones Unidas saluda atentamente al Secretario General de las Naciones Unidas y tiene el honor de referirse a la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia, de enmienda al artículo 49 de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes.

La Declaración de las Naciones Unidas sobre los derechos de los pueblos indígenas, en particular sus artículos 11, 12 y 13, exige el respeto y protección de los derechos de los pueblos indígenas; que los pueblos indígenas tengan derecho a practicar y revitalizar sus tradiciones y costumbres culturales; a manifestar, practicar, desarrollar y enseñar sus tradiciones y costumbres; y que los Estados adopten medidas eficaces para garantizar la protección de estos derechos.

En tal virtud el Ecuador apoya la propuesta boliviana de enmienda, con el propósito de poner fin a la prohibición del masticado de la hoja de coca, práctica indígena cultural que no afecta ni es contraria a la necesaria lucha contra la fabricación y el tráfico ilícito de cocaína. Dicha prohibición es injustificable y discriminatoria para los pueblos indígenas que conservan esa práctica ancestral.

---

مذكرة شفوية مؤرخة ٣١ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ موجهة إلى الأمين العام  
من البعثة الدائمة لإكوادور لدى الأمم المتحدة

[الأصل: بالإسبانية]

تهدى البعثة الدائمة لإكوادور لدى الأمم المتحدة أطيب تحياتها إلى الأمين العام للأمم المتحدة، وتتشرف بأن تشير إلى مقترح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات الداعي إلى تعديل المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١.

وتنص المواد ١١ و ١٢ و ١٣ من إعلان الأمم المتحدة بشأن حقوق الشعوب الأصلية على ضرورة احترام وحماية حقوق الشعوب الأصلية؛ وتمتع الشعوب الأصلية بالحق في ممارسة تقاليدها وعاداتها الثقافية وإحيائها؛ وإظهار تقاليدها وعاداتها، وممارستها، وتطويرها، وتعليمها؛ وعلى ضرورة اعتماد الدول تدابير فعالة لضمان حماية هذه الحقوق.

وعمقتضى ذلك، تؤيد إكوادور المقترح البوليفي الداعي إلى تعديل الاتفاقية، من أجل إنهاء حظر مضغ أوراق الكوكا، وهي ممارسة ذات جذور ثقافية عند الشعوب الأصلية لا تضر بجهود مكافحة صنع الكوكايين والاتجار غير المشروع به ولا تتعارض مع ضرورة التصدي لهما. وإن الحظر المذكور لا مبرر له وينطوي على تمييز في حق أبناء الشعوب الأصلية الذين يحافظون على هذه الممارسة الموروثة عن أسلافهم.

وقام الأمين العام، بصفتة وديع الاتفاقية، بإبلاغ الأطراف في الاتفاقية بنص مقرر المجلس ٢٥٠/٢٠٠٩ في إخطار إيداع<sup>(٢)</sup> مؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩.

ويبلغ الأمين العام المجلس بموجب هذا بمذكرة شفوية مؤرخة ٣١ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ واردة من البعثة الدائمة لإكوادور لدى الأمم المتحدة (انظر المرفق).

Distr.: General  
1 February 2011  
Arabic  
Original: English

## المجلس الاقتصادي والاجتماعي



الدورة التنظيمية لعام ٢٠١١

١٨ كانون الثاني/يناير، و ١٥-١٨ شباط/

فبراير، و ٢٧ و ٢٨ نيسان/أبريل ٢٠١١

البند ٣ من جدول الأعمال

برنامج العمل الأساسي للمجلس

الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب  
البروتوكول المعدل للاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١  
(نيويورك، ٨ آب/أغسطس ١٩٧٥)

المقترح المقدم من دولة بوليفيا المتعددة القوميات بإدخال تعديلات على  
الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩

مذكرة من الأمين العام

في المقرر ٢٥٠/٢٠٠٩ المؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩، قرر المجلس الاقتصادي والاجتماعي، وقد أحاط علما بمذكرة الأمين العام (E/2009/78) المتعلقة بمقترح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب بروتوكول عام ١٩٧٢<sup>(١)</sup>، أن يشرع، وفقا للفقرة ١ من المادة ٤٧ من الاتفاقية المعدلة، في الإجراءات المقررة في الفقرة ١ (ب) من تلك المادة، التي تنص على سؤال الأطراف إن كانت تقبل التعديل المقترح من عدمه ودعوتها أيضا إلى موافقة المجلس الاقتصادي والاجتماعي بأي ملاحظات على المقترح.

(١) الأمم المتحدة، مجموعة المعاهدات، المجلد ٩٧٦، الرقم ١٤١٥٢.

